

**D**e par sa situation géographique, la Picardie se trouve au cœur d'un des bassins d'activité les plus dynamiques de l'Union européenne. Longtemps spécialisée dans l'industrie manufacturière, la région développe depuis peu d'autres activités : emballage, cosmétique, logistique... et surtout nouvelles technologies. En même temps, des formes d'organisation différentes – le travail en réseau – voient jour dans les entreprises et des filières par branche se constituent. Comme dans la mécanique et la plasturgie. Tour d'horizon.



# LA PICARDIE INDUSTRIELLE

## Picardie : la carte de l'o

Forte d'une industrie manufacturière où se côtoient des activités traditionnelles et des secteurs émergents, comme les NTIC, la région ambitionne de devenir le point de convergence des échanges européens.

Située à la croisée des axes européens Londres-Milan et Amsterdam-Paris-Lisbonne, la Picardie est au cœur d'un des bassins d'activité les plus dynamiques de l'Union européenne. Cette position géographique influence fortement le développement industriel de la région, marqué par la proximité de l'Île-de-France et du Nord - Pas-de-Calais. Une situation qui contribue à polariser les flux d'investissements et la main-d'œuvre qualifiée vers ces deux régions économiquement puissantes.

Contre cet enclassement territorial, la Picardie joue la carte de l'ouverture internationale. De nombreux groupes étrangers sont déjà présents (plus de 300 établissements à participation étrangère sont installés en Picardie) et la tendance s'accélère grâce aux centres d'appels et aux plates-formes logistiques récemment implantés sur le territoire. Le développement continu des infrastructures de communication virtuelles (internet, réseau de fibres optiques) ou non (voies navigables et ferrées, autoroutes et aéroport) conditionne désormais l'attractivité d'une région au visage multiple.

Une diversité qui s'exprime parfaitement dans la spécificité de ses bassins d'emploi : Vimeu, Thiérache, Laonnais, Soissonnais... De l'un à l'autre, l'industrie régionale a subi des influences très variées. Influence de l'agriculture pour le nord de la région et le sud de



Un des atouts de la région picarde : ses infrastructures de communication.

l'Aisne, influence des spécialisations historiques à l'ouest et à l'est (décolletage, serrurerie et robinetterie dans le Vimeu, industrie du verre et flaconnage dans la vallée de la Bresle, fonderie en Thiérache, broserie à Beauvais, etc.), influence de l'Île-de-France au sud... Si la géographie tient une place incontournable dans la compréhension des spécificités de son tissu économique, l'héritage historique de la Picardie mérite également d'être évoqué. Il explique la multiplicité des savoir-faire locaux et leur répartition sur l'ensemble du territoire. L'artisanat à domicile du Moyen Age a servi de base à la révolution industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle, marquée par l'essor du travail du verre, des métaux et surtout du textile qui a permis d'asseoir la prospérité des villes picardes et assuré la pénétration du travail industriel dans les campagnes. Après 1945, s'ouvre une période marquée par l'expansion de nouvelles industries, comme la chimie, l'automobile et les biens d'équipement, grâce à la décentralisation industrielle et à l'implantation d'unités de production de grands groupes nationaux et internationaux. Ces industries, employant une main-d'œuvre peu qualifiée, ont subi de plein fouet les restructurations des vingt dernières années.

### Les biens intermédiaires : un secteur de poids

Aujourd'hui, au prix d'efforts constants et de profondes mutations, l'économie picarde renoue avec le dynamisme. En dépit de ses bons résultats agricoles (1<sup>er</sup> rang pour la conserverie de légumes, les légumes surgelés, le sucre et ses dérivés), le véritable moteur de l'économie régionale demeure l'industrie manufacturière. La région se distingue ainsi par le poids du secteur des biens intermédiaires, qui emploie 57 % de l'effectif industriel total (46 % pour la moyenne nationale). Les activités principales sont la fonderie, le travail des métaux, le verre, le papier-carton, le caout-

### La Picardie en chiffres

Constituée des départements de l'Aisne, l'Oise et la Somme, la Picardie couvre une superficie totale de 19 400 km<sup>2</sup> (3,6 % du territoire national) et compte près de 1 900 000 habitants (3,2 % de la population nationale en 1999). En 2000, le PIB par habitant situe la Picardie au 17<sup>e</sup> rang des régions françaises mais son PIB par emploi la place au 9<sup>e</sup> rang. Avec 35,5 millions d'euros, la part de la région dans le PIB national s'élève à 2,5 %, ce qui la place au 3<sup>e</sup> rang des cinq régions de la couronne parisienne, devant la Bourgogne et la Champagne-Ardenne. La Picardie emploie plus de 110 000 salariés dans quelques 1 300 entreprises de plus de 20 salariés en 2000 (9<sup>e</sup> rang des régions françaises), soit 4,3 % des effectifs industriels salariés de l'Hexagone. Plus du quart de ses actifs salariés travaillent dans l'industrie (3<sup>e</sup> rang derrière l'Alsace et la Franche-Comté).

## ouverture internationale



P. VEDRINE/DIRCOM

### Monographies de l'industrie picarde

Avec « La Picardie industrielle : éclairage pour l'action économique » et « Le portrait de l'économie régionale », la Picardie s'est récemment dotée, à l'initiative de la Drire, du conseil régional et de la chambre régionale de commerce et d'industrie, de deux nouveaux outils d'information pour mieux connaître et comprendre les facteurs qui dynamisent l'économie picarde. Innovation, formation, international, filières, regroupements d'entreprises, réseaux internet, les principales lignes de force qui concourent à l'essor de la région sont évoquées. Ce document est aussi l'occasion d'imaginer les axes futurs de développement de la région et les actions concrètes à mener. Au-delà de la mise en perspective des connaissances, il constitue pour les acteurs régionaux une incitation à agir dans le cadre d'un partenariat fort. Ces deux documents sont disponibles en version papier et téléchargeables sur le portail des entreprises en Picardie : [www.e-picardie.net](http://www.e-picardie.net).

chouc, la transformation des matières plastiques et, dans le secteur des biens de consommation, la parachimie. Pilier de l'économie picarde, le secteur de la mécanique (lire p. 16) emploie 64 000 salariés dans 1 700 établissements, essentiellement des PMI. Du travail des métaux à la fabrication d'instruments médicaux en passant par la machine-outil et l'automobile, la palette des savoir-faire permet une offre de sous-traitance très complète. Autre secteur en pointe : la plasturgie (lire p. 18). Grâce notamment à une forte présence des métiers de la transformation, la Picardie se situe au 5<sup>e</sup> rang des régions plasturgistes françaises. Près de 20 000 personnes travaillent dans les quelque 350 établissements picards.

À côté de ces activités « traditionnelles », de nouveaux secteurs émergent, notamment l'emballage, les cos-

Parmi les activités traditionnelles, la plasturgie (ici Sincoplast).



P. VEDRINE/DIRCOM

métiques et produits de beauté, les produits diététiques, l'environnement, la logistique. Ou, plus récemment, les technologies de l'information et de la communication (NTIC), structurellement déficitaires en Picardie (en 2001, la région se classe au 18<sup>e</sup> rang pour le nombre de sites Web référencés dans l'édition française de Yahoo), aujourd'hui en passe de combler leur retard (lire p. 20). L'essor d'une offre diversifiée et la mise en œuvre d'infrastructures techniques anticipent les besoins des entreprises. Les créations d'emplois sur de nouveaux métiers et l'émergence de pôles d'entreprises spécialisés dans les NTIC confirment l'intérêt de la Picardie pour ces nouveaux outils.

L'espace picard est marqué par une autre évolution majeure, fruit d'une implication forte de la part des partenaires régionaux : l'instauration de nouvelles formes de relations interentreprises. La notion de groupement a le vent en poupe en Picardie. Les entreprises de la région ont bien compris les avantages de ce travail en réseau : meilleure synergie entre les entreprises, mutualisation des ressources et des compétences, prospection collective de nouveaux marchés... En témoignent les cinq labels SPL (Système productif local) attribués à des groupements industriels de la région, associant donneurs d'ordre et sous-traitants (lire p. 14). Ils viennent en complément de la cinquantaine de structures de coopération formelles ou informelles déjà existantes dans la région : associations d'entreprises, GIE, clubs d'échanges, contrats de filière, pépinières...

Le renforcement du maillage industriel picard répond à une volonté de renouvellement du tissu économique régional. Mais il reste à la Picardie de nombreux défis à relever pour rejoindre le peloton de tête des régions françaises. Plus qu'un carrefour où des flux de marchandises passent sans s'arrêter, l'enjeu pour la région est de devenir une véritable plaque tournante, point de convergence et de départ d'échanges vers toute l'Europe.

L. A.-G.

## La force des réseaux

Un type particulier de regroupement d'entreprises, les systèmes productifs locaux, a permis le développement de pôle d'activités spécifiques.

L'union fait la force : l'adage est bien compris des entreprises picardes. Face à la mondialisation et aux difficultés auxquelles est confrontée l'économie régionale, les synergies interentreprises se sont développées depuis une dizaine d'années. Groupements thématiques, territoriaux, GIE, associations, pépinières, clubs... plus de 50 réseaux d'entreprises fonctionnent en Picardie. Pour les seules années 2000 et 2001, 1 000 entreprises picardes ont participé à une action collective.

C'est dire si la Picardie a le goût des réseaux. Le meilleur exemple, ou du moins le plus structuré, est sans doute celui des cinq groupements labellisés SPL (systèmes productifs locaux) par la Datar, qui se sont constitués dans la région au cours de la décennie précédente. Le SPL est un concept inspiré de la réussite des districts italiens des années 70/80, qui ont favorisé, entre le nord industriel des grands groupes et le sud agricole en retard de développement, l'émergence d'une « troisième Italie », celle des PME, caractérisée par une industrialisation diffuse et une forte intégration sociale. Le concept des systèmes productifs locaux, en passe de devenir un incontournable de la politique d'aménagement du territoire, vise à susciter le développement économique d'un pôle d'activité, dans le cadre de partenariats interentreprises. Points communs à tous les SPL : la concentration spatiale de la production, la spécialisation autour d'un produit, d'un métier ou d'une activité, la culture et l'histoire commune à l'origine de liens interentreprises denses, la solidarité interentreprises au-delà des relations marchandes, le tout en association étroite avec les responsables du développement local.

### Développer des actions commerciales communes

En Picardie, cinq pôles avec chacun leur spécificité (voir encadré) ont été mis en place. Précurseur du mouvement : le pôle hydraulique et mécanique d'Albert (PHMA), créé en 1993. Son président Philippe Doyen, également PDG de la Somepic, une PME de mécanique de précision, explique : « *Le pôle d'Albert*

*est né de l'association de douze industriels déterminés et des institutionnels, Drirre, CCI et association intercommunale de développement économique. Aujourd'hui, il compte 27 entreprises, PME pour la plupart, mais aussi un établissement de poids, Airbus France, qui compte 1 100 salariés.* » Depuis l'origine, le PHMA développe des opérations collectives qui rencontrent un grand succès. Quelques exemples : la mise en place du centre de formation professionnelle qui va du BEP de productique, mécanique, usinage (PMU) au bac professionnel, et peut-être BTS, pour pallier les difficultés de recrutement, l'accompagnement au développement international, les achats groupés, ou la préparation à l'acquisition de la norme ISO 14000 par l'embauche partagée d'un ingénieur par cinq entreprises.

Une étude sur les métiers du pôle est en cours, visant à définir des niches ou spécialités pour chaque entre-



P. BAGEIN/DIRECOM

Une des vingt-sept entreprises du système productif local de Vimeu créé en mars dernier.

prise, et les complémentarités qui peuvent exister dans leur offre. Un grand chantier qui vise, au-delà des questions de concurrence, à développer des actions commerciales communes. « *Comme les loups, les entreprises chassent mieux en meute* », observe Philippe Doyen. Une conviction qui semble partagée par les entreprises picardes : elles s'intéressent de plus en plus à leur environnement, à leurs concurrents et partenaires, ainsi qu'aux compétences et savoir-faire disponibles. En témoignent les nombreux groupements d'entreprises, formels ou non, en Picardie, comme l'association Textil Aisne, l'alliance pour le génie biologique et médical, le Groupement des entreprises de Péronne et de ses environs, le Groupement des industriels de Montdidier, celui du Valois, et les différents clubs d'entrepreneurs implantés dans la région.

F. P.-C.

### Cinq systèmes productifs locaux en Picardie

- Le pôle hydraulique et mécanique d'Albert (sous-traitance aérospatiale), créé en 1993, labellisé en 1999. Il regroupe 27 entreprises.
- Le pôle européen du flaconnage verrier de la vallée de la Bresle (filière du verre), 50 entreprises dont 11 picardes.
- Le pôle chaudronnerie et maintenance de Ham (maintenance axée sur la chaudronnerie et la mécanique), 18 entreprises en 2000.
- Le SPL Thiérache (secteur de la mécanique, fonderie), lancé en 2000, 21 entreprises.
- Le SPL de Vimeu (métallurgie légère, robinetterie, chaudronnerie), créé en mars 2002, 27 entreprises.

## R&D : la Picardie rattrape son retard

Plus qu'hier, les entreprises picardes se lancent dans la R&D et déposent de nombreux brevets. Ce tournant illustre le choix de la région de se doter de multiples vecteurs d'innovation.

La structure industrielle de la Picardie ne la prédisposait pas à figurer parmi les régions françaises les plus innovantes. Au regard des aides attribuées par l'Agence nationale pour l'innovation (Anvar), la Picardie arrive en 7<sup>e</sup> position, avec 76 millions d'euros pour 1 800 projets soutenus en moins de vingt ans. L'année 2001 marque pourtant un tournant dans la dynamique de l'innovation : la région a consommé l'an passé 3 % (8,2 millions d'euros) du budget national de l'Anvar, ce qui est sensiblement identique à son poids en PIB. Ce montant traduit la réelle volonté des entreprises picardes de s'inscrire dans une démarche de R&D, tendance confirmée par le nombre important de demandes de brevets. L'analyse qualitative des projets innovants aidés par l'Anvar depuis 1984 montre la forte présence des secteurs agro-alimentaire et mécanique, reflet des performances de l'économie régionale. Mais les industries traditionnelles de spécialisation (mécanique, textile...) et les industries de spécialisation (liées aux nouvelles technologies de l'information) ne sont pas en retrait.

Parmi les vecteurs d'innovation en Picardie, le Réseau régional de développement technologique, créé en 1993, regroupe des intervenants proches des métiers de l'entreprise afin d'orienter et conseiller les chefs d'entreprise dans l'offre technologique. Les centres techniques locaux (Critt-Polymères, Cetim...) jouent également un rôle significatif dans ce rattrapage. Des expertises pointues existent dans certains domaines comme la mécanique ou l'agro-industrie notamment. Enfin, les huit pôles régionaux de recherche et de

### Chiffres clés 1999

- 46 % des aides sont octroyées à des entreprises nouvelles clientes de l'Anvar.
- 43 % des aides sont destinées à des PME de moins de 50 salariés.
- 22 % des aides s'adressent à des entreprises de moins de trois ans.
- 30 % des projets picards mettent en relation l'Anvar avec les centres de compétences scientifiques et technologiques de la région.
- 164 demandes de brevets sont déposés en Picardie.
- 1,21 %, c'est la contribution de la Picardie à l'ensemble des dépôts de brevets français.

Source : Anvar.



Atelier de recherche du Cetim.

### Atout, la procédure de diffusion des techniques

L'aide à l'innovation Atout s'adresse à toutes les entreprises de moins de 2 000 personnes souhaitant s'approprier une nouvelle technologie concernant aussi bien les nouveaux produits et procédés de fabrication que le traitement des données et les techniques de l'information et de la communication. Ce programme permet de financer une partie des investissements immatériels (conseil, ingénierie, formation) et des coûts internes liés à la réalisation du projet.

Contact : Drire.

développement technologique fédèrent des équipes appartenant à des établissements de recherche, des centres techniques et des structures de transfert de technologie. Ces pôles, véritables laboratoires sans murs, représentent un potentiel de 1 200 chercheurs et permettent à la Picardie de présenter une offre de recherche scientifique et technologique de poids dans des domaines comme le génie des procédés, la modélisation numérique ou encore les biotechnologies. A ces pôles, ajoutons le dispositif des sites de compétences. Ceux-ci sont destinés à apporter un complément de qualité dans les secteurs scientifiques stratégiques pour lesquels il n'existe pas de véritable complémentarité entre les établissements d'enseignement supérieur de la région. Ils permettent de soutenir la recherche dans de nombreux domaines : bioremédiation des sols pollués (UTC, Ineris), chimie des glucides (en relation avec l'université de Reims), archéologie...

L. A.-G.

## Une région dédiée à la mécanique

Dans le domaine de la mécanique, la Picardie fait figure de précurseur. C'est l'une des premières à s'être engagée dans la réalisation d'un contrat de filière pour la branche.

La métallurgie/mécanique est sans conteste le poids lourd de l'industrie picarde. La région arrive au 6<sup>e</sup> rang national pour ce secteur. Travail des métaux, fabrication de machines, industrie automobile, la palette des compétences permet à la Picardie d'offrir une large gamme de sous-traitants. Au-delà des métiers de base de la mécanique, les compétences régionales sont employées dans une multitude de secteurs très différents : acti-



vités de transformation (sidérurgie, laminage, profilage, tréfilage), industrie des matériels de transport (automobile, cycles, aéronautique, naval, ferroviaire)... Ces activités se sont constituées autour de grandes entreprises, implantées historiquement en Picardie, telles Airbus, Saint Gobain ou MBK, ainsi que celles venues s'y installer pen-

dant les Trente Glorieuses (1945-1975) : Dunlop, Nestlé, Elf Atochem, L'Oréal, BASF...

La force de la mécanique picarde repose également sur un tissu de PME dynamiques et des traditions industrielles locales très vivaces, comme la robinetterie-serrurerie dans le Vimeu, la fonderie en Thiérache, l'hydraulique et la machine-outil à Albert, ou la chaudronnerie et la maintenance industrielle dans les régions de Ham et de Soissons.

### Plus de 180 entreprises se sont mobilisées

Conclu dans le cadre du contrat de plan Etat-Région 2000-2006, avec le soutien de l'Union européenne, le contrat de filière mécanique, signé en juin 2000, concrétise la volonté des entreprises picardes d'inscrire leur développement dans le cadre d'actions collectives. Via ces actions, les pouvoirs publics se sont mobilisés pour apporter aux entreprises mécaniciennes de la région une offre globale de services techniques et financiers d'un montant d'environ 4,30 millions d'euros sur six ans. « *Le contrat de filière est venu couronner les efforts que quelques entreprises pilotes avaient menés ces dernières années, sous l'impulsion du Cetim*, indique Laurent Bernard, président du Comité mécanique picard. *Depuis la mise en œuvre du contrat, nous sommes passés à la vitesse supé-*



rieure : les actions collectives ont mobilisé plus de 180 entreprises, avec l'appui des différents opérateurs impliqués dans la filière : CRCI, chambres de commerce, Cetim, Drire... pour ne citer que les principaux. » Des actions aussi diverses que l'opération « Sachons être créatifs », menée dans le Soissonnais, pour asseoir les stratégies commerciales et marketing des entreprises. Ou les actions d'accompagnement à la certification ISO 14001, indispensable sur les marchés nordique et anglo-saxon, avec l'embauche partagée d'un ingénieur par quatre entreprises du pôle hydraulique et mécanique d'Albert. D'autres visent à développer les NTIC et à revitaliser les bassins d'activité. Pour Laurent Bernard, qui est aussi PDG d'OPF, une PME amiénoise de 70 salariés spécialisée dans la mécanique de précision, le premier bilan s'avère satisfaisant. La démarche collective s'est révélée être un puissant moteur de développement dans de nom-

### Les 7 axes du contrat de filière

Le contrat de filière mécanique a été signé le 6 juin 2000 par six partenaires : l'Etat, le conseil régional, la chambre régionale de commerce et d'industrie, le Comité mécanique Picardie (UIMM, Cetim, FIM) et l'Anvar, dans le cadre du contrat de plan Etat/Région 2000-2006.

Il est assorti d'un budget de 4,3 M€ sur six ans.

Le contrat de filière mécanique est structuré en sept axes principaux. Ceux-ci couvrent l'ensemble des thématiques auxquelles sont confrontées les entreprises, et plus particulièrement les PME.

- Management stratégique des ressources technologiques de l'entreprise
- Amélioration des performances industrielles
- Management environnemental industriel et maîtrise de l'énergie
- Gestion des ressources humaines
- Soutien à l'exportation
- Développement de la pratique des NTIC
- Stratégie régionale de la filière mécanique

breux secteurs. « *Je ne sais pas comment OPF aurait pu se lancer seule dans l'acquisition de la norme ISO 14000, qui porte sur l'environnement, prévue en fin 2002, ni comment elle pourrait envisager, seule, l'acquisition de la norme ISO 18000 qui porte sur la sécurité et la santé du personnel. Même chose pour l'usinage à grande vitesse : nous n'aurions jamais pu introduire cette technologie dans l'entreprise sans les actions collectives. Ce sont elles qui nous ont poussés à améliorer nos performances industrielles.* »

En Picardie où l'industrie traditionnelle a subi de plein fouet la concurrence et la mondialisation, l'organisation de la filière mécanique, en dépassant les querelles de clochers, devrait permettre aux entreprises de se développer sur les marchés européens et mondiaux. « *Nous nous enrichissons mutuellement de nos différences* », résume Laurent Bernard.

F. P.-C.

## La mécanique picarde en chiffres

La filière métallurgie/mécanique représente, en Picardie, 1 700 entreprises, 64 000 salariés, soit 42 % de l'emploi industriel régional.

En 2001, son chiffre d'affaires représentait 11,53 milliards d'euros.

La mécanique régionale au sens strict (hors métallurgie) compte 378 établissements de plus de 10 salariés, et 27 192 salariés. 80 % des entreprises ont moins de 100 salariés.

L'Oise accueille la part la plus importante de ces établissements (40 %) suivi de la Somme (34 %) et de l'Aisne (26 %).

## THG La Rolls du robinet

Du bureau d'étude à l'emballage, le fabricant de robinetterie s'attache à intégrer toutes les compétences de la profession pour conserver une production haut de gamme.

**R**obinets en or, incrustés de pierres semi-précieuses, de cristal et de céramique, le fabricant de robinetterie THG mise aujourd'hui sur le luxe et la haute technologie.

Créée en 1956 à Béthencourt-sur-mer, au coeur du Vimeu, par trois associés – Tétard, Haudiquiez et Grisoni – spécialistes de l'usinage et du tournage, l'entreprise commence par sous-traiter certains travaux aux artisans de la région, puis intègre différents métiers de la chaîne : fonderie, décolletage, traitement de surface, polissage... Elle se lance ensuite dans la robinetterie de collectivité, une activité florissante jusqu'au milieu des années 70. THG se trouve alors confrontée à la concurrence étrangère, notamment italienne, et change son fusil d'épaule. « *Nous avons choisi de nous réorienter sur un marché haut de gamme* », explique Michel Gosse, directeur général de l'entreprise.

Aujourd'hui, THG compte 220 salariés, fait travailler plus de 25 sous-traitants, et propose une gamme de 250 modèles de robinets et accessoires différents, adaptés aux goûts et couleurs d'une clientèle variée (Américains, Asiatiques, Européens, Moyen-Orien-



Au catalogue du THG, 250 modèles de robinets et accessoires en tous genres.

taux). Forte d'une filiale aux Etats-Unis à qui elle devait, l'an dernier, l'essentiel de sa croissance, l'entreprise réalise à l'exportation près des deux tiers de son chiffre d'affaires (environ 11,77 M€ en 2001).

Pour parvenir à ces résultats, THG a progressivement intégré tous les métiers de la robinetterie de luxe, du bureau d'étude à l'emballage. Création, outillage, fonderie, polissage, traitement de surface, montage, emballage, expédition... l'entreprise a pour ambition de savoir tout faire, ce qui ne l'empêche pas, en cas de pointe d'activité, de faire appel aux compétences des différents spécialistes de la robinetterie, nombreux dans le bassin du Vimeu. « *C'est tout l'intérêt d'être dans une région comme la Picardie*, commente Michel Gosse. *Bien situés par rapport à nos marchés européens, nous bénéficions de compétences sans égales, dues à une longue tradition historique.* »

Des compétences dont THG mesure bien l'importance cruciale, au sein de la filière mécanique. « *Nous participons au contrat de filière pour promouvoir certains métiers en perte de vitesse*, indique le directeur général. *Ainsi, le polissage, qui n'est pas sanctionné par un diplôme : les polisseurs continuent d'apprendre leur métier sur le tas.* »

Dans cet esprit, THG a participé à la mise en place d'un cycle de formation au polissage, en collaboration avec d'autres industriels du Vimeu. « *Dans un bassin d'emploi comme le nôtre, tout est lié. Si un métier disparaît, c'est toute la chaîne qui risque d'être démantelée. Se priver de telles compétences et d'un tel potentiel serait vraiment dommage ! Aussi est-il bon que les industriels acceptent de dépasser une certaine tradition de secret et travaillent ensemble dans le cadre d'actions collectives.* »

F. P.-C.



La Picardie compte  
322 entreprises  
plasturgistes  
(ici, Sincoplas  
installée à Folembray  
dans l'Aisne).

P. VEDRINE/DIRCOM

# Plasturgie : les métiers se regroupent

Les entreprises picardes de la plasturgie comptent sur les actions collectives menées dans le cadre du contrat de filière pour développer leur compétitivité.

L'émulation va bon train en Picardie : quelques mois après la signature du contrat de filière mécanique, c'était au tour de l'industrie plasturgiste picarde de s'organiser en structurant sa propre filière.

La plasturgie picarde a construit son développement et son savoir-faire sur une industrie traditionnelle, la brosserie. D'où une forte présence des métiers de la transformation, et notamment de l'extrusion, que l'on retrouve proportionnellement plus en Picardie que dans le reste de l'Hexagone. L'injection, le thermoformage et la mise au point de composites sont également bien représentés, mais les autres métiers de la plasturgie sont peu présents dans la région. Autre fragilité : la plasturgie picarde dépend pour une part importante de centres de décision situés hors de la région. C'est le cas notamment des plus grandes entreprises du secteur – Allibert, Delsey, Plastic Omnium, SFP, Usiplast, Colgate ou Tergal.

Forte de son poids dans l'industrie locale et désireuse de surmonter ses faiblesses, la filière plasturgie se structure depuis un peu plus de dix-huit mois au travers d'un contrat de filière qui regroupe tous les métiers de la plasturgie présents en Picardie : trans-

formateurs indépendants ou intégrés, producteurs, formulateurs, moulistes, fabricants de machines et d'outillage, ainsi que donneurs d'ordre, utilisateurs et recycleurs. Le contrat a pour objectif de définir une stratégie de développement pour les entreprises du secteur et de faciliter le soutien public à la filière (plus particulièrement aux PME). Son animateur, Pierre Petit, constate : « *Un très fort consensus anime les partenaires en présence – professionnels, Etat, Région et réseau consulaire. Ils ont choisi de structurer la filière en favorisant le développement des projets des entrepreneurs sans toutefois mettre en place des "usines à gaz".* »

Elaboré dans le cadre du contrat de plan Etat/Région 2000/2006, le contrat de filière plasturgie a pour objectif de préserver la compétitivité des entreprises

## Zoom sur le contrat de filière

Le contrat de filière plasturgie a été signé le 24 janvier 2001 par l'Etat (Drir et DRCE), le conseil régional de Picardie, la CCI, le Groupement des industriels de la plasturgie Picardie (GIP), le Critt Polymères de Picardie et la délégation régionale de l'Anvar.

Il est assorti d'un budget de 2,74 M€ sur six ans.

Les actions collectives entreprises dans le cadre du contrat s'inscrivent autour de dix axes de développement : stratégie de la filière et animation, diagnostic technologique et concurrentiel, sensibilisation à la création de produits à valeur ajoutée, gestion de la production, relations grands groupes et PME, aides à la mise en place d'outils de gestion, qualité, nouvelles technologies et NTIC, exportation.

picardes en les préparant aux nouvelles contraintes qui pèsent sur le secteur : normes environnementales draconiennes, relations clients-fournisseurs caractérisées par une plus grande implication des sous-traitants dans les tâches industrielles, et pression pour toujours plus d'innovation technologique, domaine dans lequel la Picardie est légèrement en dessous des taux nationaux.

Plusieurs actions collectives ont été développées, sous la forme de formations-actions. « Une première session a proposé aux PME de déterminer leur positionnement concurrentiel et de définir une méthode de pilotage de l'entreprise, en groupe et individuelle », explique Pierre Petit. *Quinze entreprises y ont d'ores et déjà participé, une session supplémentaire va être organisée.* » Autres opérations menées via le contrat de filière : l'aide au développement de projets internet, domaine où les entreprises de plasturgie picarde sont en retrait, une réflexion sur la rationalisation des achats, un projet visant à renforcer les relations commerciales entre transformateurs et moulistes de la région, enfin un transfert de technologie pour aider au pilotage numérique de lignes d'extrusion. Des actions tous azimuts, collectives, mais éga-

## La plasturgie en chiffres

Avec 322 entreprises, et près de 36 000 salariés, la Picardie occupe le cinquième rang des régions plasturgistes françaises. Les PMI de moins de 20 salariés y ont un poids relativement moins important que dans le reste du pays, mais restent majoritaires. Un quart d'entre elles emploient moins de 10 personnes. La région accueille également 2 des 13 grandes entreprises plasturgistes françaises de plus de 500 salariés, Faurecia et Plastic Omnium. Les entreprises plasturgistes picardes sont nombreuses à s'être implantées au sud de l'Oise, constituant un pôle important (35,8 % des effectifs), tout en gardant leurs sièges sociaux en région parisienne. L'activité plasturgique se concentre également sur deux pôles plus modestes, l'un entre Amiens et Abbeville, et l'autre en Thiérache, au nord de l'Aisne.

lement individuelles, des synergies dont les acteurs du contrat de filière attendent beaucoup.

**F. P.-C.**

**CONTACT**

Pierre Petit, tél/fax : 03 44 28 54 39. p.petit@picardie.net

## Sincoplas L'art de mouler le verre, le métal et le plastique

Toujours avoir une longueur technologique d'avance... c'est sur ce credo que l'entreprise de l'Aisne a construit sa notoriété.

Moules rotatifs, robots, machines ultrasophistiquées, Sincoplas, une entreprise familiale de plasturgie basée à Bois-Colombes (92), qui s'est décentralisée à Folembray dans l'Aisne en 1958, a tout d'une entreprise high-tech. Ses productions de prédilection : les emballages de luxe pour la parfumerie tels les poudriers haut de gamme – le célèbre poudrier Chanel a largement contribué à la réputation de l'entreprise – les coffrets en plexiglas, de Chanel toujours, les capots d'atomiseurs de parfum ou les présentoirs destinés à la PLV, combinant verre, métal et plastique.

« Au départ, Sincoplas s'est spécialisée dans le moulage de pièces techniques, utilisant les techniques de l'injection et de la compression », explique Roger Boitrelle, le directeur administratif et financier de l'entreprise. C'est en misant toujours sur les technologies les plus avancées que Sincoplas a construit son développement. « Nous avons notamment joué de notre avance technologique sur les Etats-Unis pour fabriquer les premiers cache-culbuteurs des moteurs de

tracteurs John Deere ». A présent, l'entreprise fabrique des cendriers et des pièces pour des sièges d'avions. Sa dernière acquisition : un tunnel de séchage rapide à UV couplé à une machine de sérigraphie haute cadence, qui lui permet de fabriquer, en un temps record, des quantités très importantes de pièces. Aujourd'hui, la parfumerie et les cosmétiques haut de gamme représentent plus de la moitié de son chiffre d'affaires. Le reste de la production se répartit entre les présentoirs publicitaires et les pièces techniques pour l'industrie (l'électroménager, l'automobile...). Le dynamisme de Sincoplas se traduit dans la progression de son chiffre d'affaires : + 40 % environ en deux ans (de 7,62 à 10,67 M€). Les clefs du succès ? Son avance technologique, le savoir-faire des techniciens picards et la position stratégique de l'usine au cœur de l'Europe. Des atouts pour la région, que le contrat de filière plasturgie ne fera que renforcer. Administrateur fondateur des groupements d'intérêt professionnel (GIP) Picardie et Ile-de-France/Champagne-Ardenne, le PDG de Sincoplas Maurice Leroy s'inscrit résolument dans ce mouvement. Pour pérenniser les points forts de la région, la PMI a choisi d'épauler les formations à la plasturgie, du CAP au BTS, dispensées par le lycée professionnel de Chauny dont elle reçoit une dizaine de stagiaires par an.

Capot d'atomiseur Chanel.



P. VEDRINE/DIRECOM

**F. P.-C.**

## Neuronnexion Un fournisseur d'accès hors du commun

Un internet solidaire et citoyen... la société de services s'oriente fortement vers l'international mais tient à ses principes déontologiques fondateurs.

**L**a Picardie donne vie à toutes vos envies ». La campagne publicitaire du Comité régional du tourisme de Picardie, affichée actuellement dans le métro parisien, trouve un écho dans l'aventure de Ludovic Candellier, fondateur de la société coopérative ouvrière de production (scop) Neuronnexion.

Fasciné par l'informatique dès l'âge de neuf ans, ce jeune chômeur lance, en 1996 avec une poignée de copains, comme lui « accros » à la Toile, une société de services internet. Aujourd'hui, Neuronnexion est devenue l'un des principaux fournisseurs d'accès d'Amiens et héberge notamment le site [www.e-picardie.net](http://www.e-picardie.net), lancé par les partenaires régionaux. « Neuronnexion a d'abord été créée sous forme associative, avec des bénévoles », raconte Ludovic Candellier. *A l'origine, l'objet de l'association était d'offrir un point de connexion internet local aux internautes de Picardie. En octobre 1996, face à la demande, nous avons adopté le statut de scop. Puis nous avons évolué vers l'hébergement et le développement de sites internet.* Neuronnexion n'est pas un fournisseur d'accès comme un autre. Ludovic Candellier, qui collabore au réseau Alternative économique solidaire (REAS), milite pour

### Le soutien aux NTIC

#### • Fonds régional d'aide au conseil NTIC

Objectif : financer un ensemble de prestations d'aides au choix et à la mise en œuvre des NTIC dans l'entreprise. Il est versé sous forme de subvention, dans la limite des 50 % du coût de la prestation. Dossier téléchargeable sur le site [www.picardie.drire.gouv.fr](http://www.picardie.drire.gouv.fr).

**Contact :** Conseil régional, Drire

#### • Appel à projets TIC Pic@rdie

La Drire et le conseil régional ont lancé conjointement un appel à projets permanent destiné à promouvoir l'intégration d'internet et des NTIC dans l'entreprise. Les projets retenus bénéficient d'une subvention, limitée à 50 % du coût de l'opération.

**Contact :** Conseil régional, Drire.

#### • Action collective « Tirer le meilleur parti d'internet et des technologies de l'information et de la communication »

Ce programme de conseil et de formation, d'une durée de quinze jours environ, vise à aider l'entreprise à définir son projet, à mettre en place un site internet ou un projet TIC performant. Coût pour l'entreprise : 3 750 €. Opération limitée à une trentaine d'entreprises.

**Contact :** Conseil régional, Drire.

### [www.e-picardie.net](http://www.e-picardie.net)

Ce site est le fruit d'un partenariat Etat/Région/CRCI. Depuis 2000, les entreprises picardes disposent d'un point d'entrée unique sur internet : le portail des entreprises en Picardie. On y trouve annuaires de compétences régionales, fichiers d'entreprise, agenda de manifestations, aides...



Page d'accueil de trois sites internet réalisés par Neuronnexion.

un internet « solidaire et citoyen ». Mais argent et éthique peuvent-ils faire bon ménage ? « *Oui*, répond sans hésitation le patron de Neuronnexion. *Le statut d'association nous a posé des problèmes au départ. Nous avons eu du mal à nous faire accepter. Nous devons prouver aux entreprises que le statut de société et le respect d'une certaine déontologie ne sont pas incompatibles.* Certains l'ont déjà compris, comme l'Office du tourisme de l'île de Malte, qui vient de confier à la jeune équipe de Neuronnexion la réalisation de son site internet. « *La meilleure façon de convaincre, c'est de montrer ce que l'on sait faire*, souligne Ludovic Candellier. *Nous avons débuté avec un prêt d'honneur du Comité d'expansion de la Somme, relayé*

*très vite par le soutien de capitaux-risques solidaires. Le bouche à oreille, le bon relationnel de l'équipe et l'intérêt des acteurs institutionnels locaux ont fait le reste.* »

Soucieux du retard des NTIC dans la région, les pouvoirs publics ont vu d'un bon œil l'essor d'une société désireuse de réduire la fracture numérique en Picardie. Aujourd'hui, Neuronnexion avoue être gênée aux entournures. « *Le marché local est saturé, la concurrence est âpre*, affirme Ludovic Candellier. *Seuls les institutionnels disposent d'un budget suffisamment conséquent pour nous passer des commandes.* » C'est pourquoi Neuronnexion s'oriente de plus en plus vers l'international. Elle table également sur un futur statut de société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) pour étendre ses activités aux domaines de la production, du 3D, de la réécriture et de la traduction. Mais sans y perdre son âme. « *Le nom de Neuronnexion a été choisi parce que l'on voulait créer un outil mettant en relation les gens et participer à la formation d'une intelligence collective. Notre objectif reste vrai aujourd'hui* », conclut Ludovic Candellier.

**L. A.-G.**

## Conseil régional de Picardie

Tél. : 03 22 97 37 37 - Fax : 37 73  
[www.cr-picardie.fr](http://www.cr-picardie.fr)

## Drire Picardie

Tél. : 03 22 33 66 00 - Fax : 66 22  
[www.picardie-drire.gouv.fr](http://www.picardie-drire.gouv.fr)

## DRCE Picardie (Direction régionale du commerce extérieur)

Tél. : 03 22 91 78 87 - Fax : 48 64  
[www.dree.org](http://www.dree.org)

## CRCI Picardie

Tél. : 03 22 82 80 50 - Fax : 80 59  
[www.picardie.cci.fr](http://www.picardie.cci.fr)

## Arex (Agence régionale d'exportation de Picardie) Organisme dépendant de la CRCI

Contact : Arex  
 Tél. : 03 22 82 80 82 - Fax : 80 88

## Arist Picardie (Agence régionale pour l'information scientifique et technique)

Tél. : 03 22 82 80 80 - Fax : 80 65

## Cetim (Centre technique des industries de la mécanique)

Tél. : 03 44 67 36 82 - Fax : 36 10  
[www.cetim.fr](http://www.cetim.fr)

## Adepa Picardie

Tél. : 03 22 64 11 60 - Fax : 11 61  
[www.adepa.asso.fr](http://www.adepa.asso.fr)

## Anvar

Tél. : 03 22 22 31 00 - Fax : 31 19  
[www.anvar.fr](http://www.anvar.fr)

## Critt Polymères Picardie (Centre régional d'innovation et de transfert de technologie)

Tél. : 03 44 28 04 22 - Fax : 54 21  
[www.critt-polymeres.com](http://www.critt-polymeres.com)

## RRDT Picardie (Réseau de recherche et de développement technologique)

Tél. : 03 22 91 77 48 - Fax : 03 45  
[www.rrdt-picardie.org](http://www.rrdt-picardie.org)

## Université de Picardie Jules Verne (UPJV)

Direction recherche et valorisation  
 Tél. : 03 22 82 72 40 - Fax : 74 50  
[www.ca.u-picardie.fr](http://www.ca.u-picardie.fr)

## Université de technologie de Compiègne (UTC)

Tél. : 03 44 23 44 23 - Fax : 43 00  
[www.utc.fr](http://www.utc.fr)

## Inra (Institut national de la recherche agronomique)

Tél. : 03 23 23 64 70 - Fax : 36 15  
[www.inra.fr](http://www.inra.fr)

## Ineris (Institut national de l'environnement et des risques industriels)

Tél. : 03 44 55 66 77 - Fax : 66 99  
[www.ineris.fr](http://www.ineris.fr)

## Euro Info Centre de Picardie

Tél. : 03 22 82 80 93 - Fax : 80 65

## Développement technologique

### • Frat (Fonds régional d'accompagnement technologique)

Ce fonds permet de recourir à des prestataires extérieurs pour faire évoluer l'entreprise. La subvention prend en charge le coût de la prestation.

Contact : DESR

Tél. : 03 22 97 38 09 - Fax : 35 85

Téléchargeable sur :  
[www.cr-picardie.fr](http://www.cr-picardie.fr), rubrique aides.

### • Stage de longue durée (Innova)

Ce stage est destiné à accueillir un stagiaire en fin de cursus de formation pour mener un projet de recherche. L'aide est répartie entre l'entreprise et l'établissement d'enseignement supérieur.

Contact : Conseil régional

Tél. : 03 22 97 38 09 - Fax : 35 85

Téléchargeable sur :  
[www.cr-picardie.fr](http://www.cr-picardie.fr), rubrique aides.

## Création

### • Arce (Avance régionale à la création d'entreprise)

L'Arce encourage les créateurs d'entreprise en renforçant leur fonds de roulement. L'aide prend la forme d'un prêt à moyen terme complémentaire. Destinataires : les entreprises en cours de création, de reprise ou de transmission, justifiant d'un programme d'investissement d'un minimum de 20 000 € et de la création de 2 emplois.

Contact : Conseil régional

Tél. : 03 22 97 37 84 - Fax : 37 73

Téléchargeable sur : [www.cr-picardie.fr](http://www.cr-picardie.fr)

### • Picardie Avenir, société régionale de capital-risque

Cette société intervient pour renforcer les fonds propres dans les entreprises en création, de moins de cinq ans d'existence, lors d'opérations de reprise d'entreprises.

Contact : Picardie Avenir

Tél. : 03 22 91 70 20 - Fax : 66 70

## Recrutement

### Aide régionale à la création d'emplois dans les TPE

Il s'agit d'une subvention de 3 000 € versée par la région Picardie à toute entreprise signataire de la convention ad hoc pour chaque nouvel emploi créé jusqu'à concurrence d'un effectif de cinq salariés, à l'exception du poste du ou des dirigeants.

Contact : Conseil régional de Picardie, direction de l'Action économique.

## Développement

### • Contrat régional de développement (CRD)

Ce prêt finance une partie des besoins des PME des secteurs agro-industriels ou de services qui développent leurs activités et confortent l'emploi. Il n'est pas cumulable avec les autres aides à l'investissement.

Contact : Conseil régional

Tél. : 03 22 97 35 57 - Fax : 37 73

[www.cr-picardie.fr](http://www.cr-picardie.fr)

### • Picardie Investissement, société régionale de capital-risque

Cette société met des fonds propres dans les entreprises picardes en développement ou lors d'opération de transmission. Montant de l'intervention fixé à 30 % du capital de l'entreprise.

Contact : Picardie Investissement

Tél. : 03 22 91 70 20 - Fax : 66 70

## Export

### • Fraex (Fonds régional d'aide à l'exportation)

Ce fonds aide les PME de moins de 250 salariés à renforcer leur compétitivité en développant leurs exportations. La subvention prend en charge une partie des dépenses.

Contact : Direction régionale du commerce extérieure (DRCE)

## Environnement

### • Fonds régional pour l'environnement, la maîtrise de l'énergie, les déchets et écofilères

Il a pour but de stimuler la prise en compte de l'environnement par les entreprises et de les aider à produire sûr et propre. Il les aide également à structurer des services et à encourager l'émergence de filières et d'activités économiques en relation avec l'environnement.

Aides aux études, aux actions collectives et à l'investissement conformément au régime cadre d'aides à l'environnement en vigueur.

Contact : Conseil régional

Tél. : 03 22 97 38 12 - Fax : 38 06